



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Marseille, 18 MAI 2015

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX REGLEMENTES
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Monsieur GILLARDET

☎ 04.84.35.42.76

n°2015-110 MED

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

**A l'encontre de la Société BOUSSARD NORD pour l'exploitation d'un entrepôt couvert dénommé
Bâtiment B1 à Saint-Martin-de-Crau (13)**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
PREFET DES BOUCHES DU RHONE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1, L.171-6, et L.171-8,

Vu l'arrêté d'autorisation n°2009-12A bis délivré le 7 avril 2011 à la Société BOUSSARD NORD pour l'exploitation d'un entrepôt couvert nommé B1 ZI Ecopole du Mas de Laurent sur le territoire de la commune de Saint-Martin-de-Crau, au titre notamment de la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 13 avril 2015, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Sous-préfet d'Arles le 27 avril 2015,

Vu la lettre du 27 avril 2015 adressée à l'exploitant accompagnée du projet d'arrêté de mise en demeure, pour observation, conformément à l'article L.171-6 du Code de l'Environnement, restée sans réponse à ce jour,

Considérant que lors de l'examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement a constaté les points suivants :

- le déplacement du stockage des bouteilles de gaz
- le renforcement en béton armé du bâti sur une hauteur de 2 m au lieu de 3 m initialement prévue
- la diminution de la capacité d'eau des cuves sprinkler pour la protection automatique en cas d'incendie.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.3 ; 7.2.1.2 et 7.6.5.4 de l'arrêté préfectoral susvisé,

.../...

Considérant qu'il convient dès lors, de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société BOUSSARD NORD de respecter les dispositions des articles 1.3, 7.2.1.2 et 7.6.5.4 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Considérant qu'en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, lorsqu'il a été constaté le non-respect des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure de celui-ci de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La société BOUSSARD NORD exploitant une installation de stockage de produits combustibles dans des entrepôts couverts (bâtiment B1) sise Mas de Boussard ZI Ecopole du Mas de Laurent sur la commune de Saint Martin-de-Crau, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.3 ; 7.2.1.2 et 7.6.5.4 de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2011 en prenant les mesures adéquates **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

En cas de non-respect des conditions qui précèdent dans le délai imparti, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié à la Société BOUSSARD NORD et publié au recueil des actes administratifs du département.

ARTICLE 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

ARTICLE 5

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- le Sous-préfet d'Arles,
- le Maire de Saint-Martin-de-Crau,
- la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA, Délégation territoriale des Bouches-du-Rhône,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le 18 MAI 2015
Pour le Préfet
Le secrétaire Général



Louis LAUGIER